



## A nous de convaincre les Français

Plus que trois semaines avant le premier tour. Notre parti, dans l'obligation de se mettre très vite en ordre de bataille, a su réagir et se montrer à la hauteur de l'enjeu. Chaque jour, premiers fédéraux et candidats reçoivent des argumentaires et une lettre afin d'armer nos militants et nos sympathisants. Ils peuvent ainsi non seulement riposter aux mensonges de la droite sur son bilan, mais aussi la démasquer en montrant quelles sont ses véritables intentions.

Aujourd'hui, nous passons à la vitesse supérieure. Neuf millions d'exemplaires de notre programme partent vers toutes nos sections. Fruit d'un travail méthodique, d'une réflexion collective et démocratique, ce programme porte les engagements clairs et précis que les socialistes proposent aux Français.

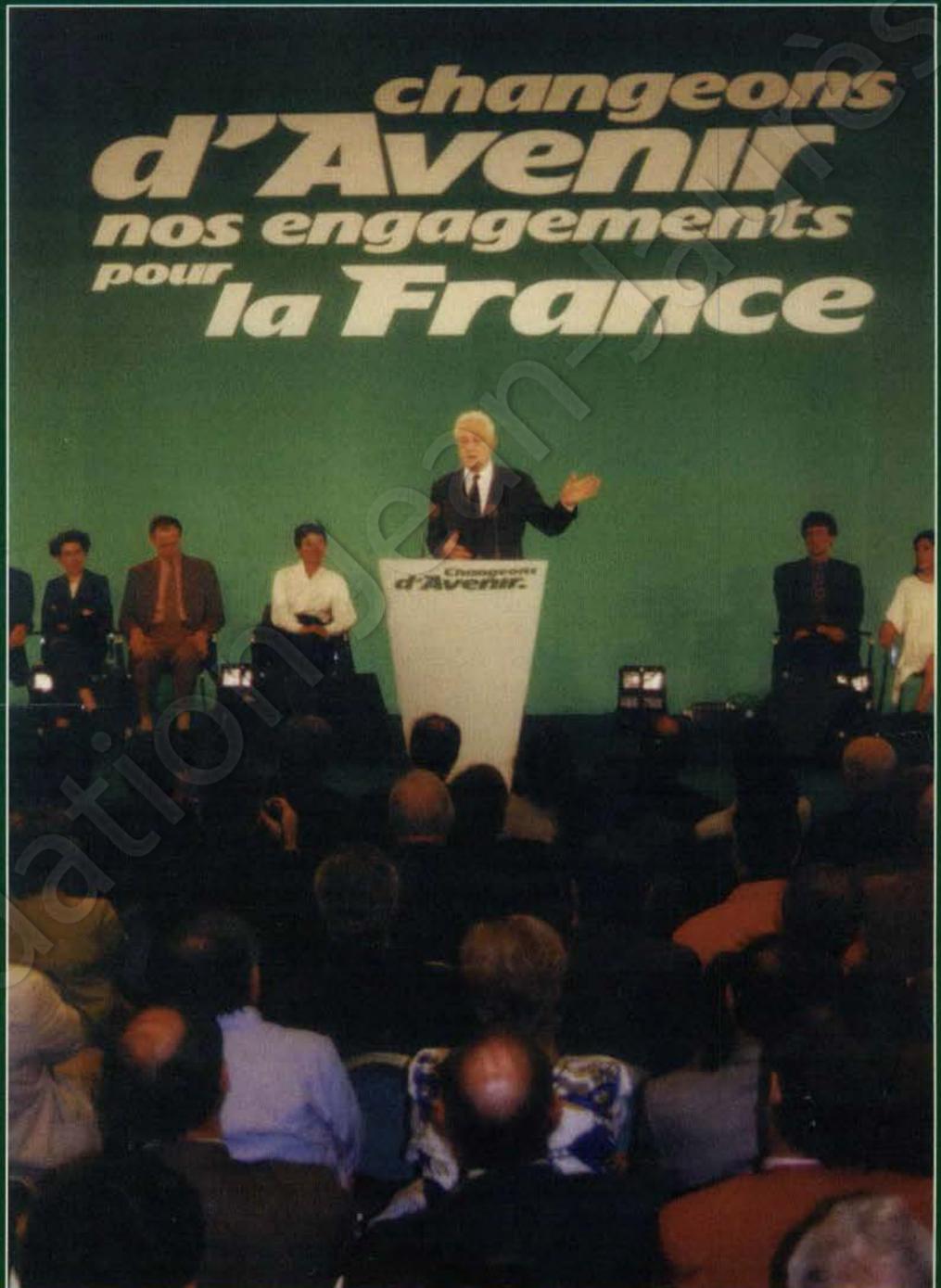
Ce programme est la preuve que les socialistes ont un véritable projet de progrès économique et social et qu'ils savent traduire en termes concrets les valeurs qu'ils défendent.

A l'inverse, la droite s'évertue à cacher les mesures rétrogrades qu'elle entend mettre en œuvre pour répondre au plan d'austérité aggravée imposé par le capitalisme dur. Moins elle en écrit, moins les Français en sauront et mieux cela vaudra : voilà le fond de sa pensée.

Quelle France voulons-nous laisser à nos enfants ? L'enjeu de cette élection est un choix de civilisation : une société solidaire pour tous ou des privilèges maintenus et renforcés pour quelques-uns. Notre projet montre le chemin. Nous devons nous arquer sur notre programme et argumenter chacune de nos propositions. Auprès de chaque citoyen, dans la rue, dans les immeubles, sur les marchés. Partout, de la plus grande ville au plus petit village. Notre capacité à écouter et démontrer, notre opiniâtreté et notre énergie pour convaincre sont les garants de notre victoire.

**Alain Claeys**

Secrétaire national  
à l'Organisation et à la Trésorerie



**ÉLECTIONS LÉGISLATIVES**

**LE PROGRAMME  
DES SOCIALISTES**

# Extraits de l'intervention de Lionel Jospin au Conseil national du 2 mai 1997

Cette dissolution a été faite pour surprendre les Français et surprendre l'opposition. Elle a certainement contribué à désorienter les Français qui n'étaient pas prêts à un débat électoral et au scepticisme dont les observateurs parlent et sur lequel naturellement ils insistent. Elle n'a pas véritablement surpris l'opposition. Nous avons préparé nos candidats et nos candidates, nous avons travaillé longuement lors de nos différentes conventions et nous avons gardé les réflexes d'organisation de la campagne présidentielle que, déjà, nous avons dû improviser !

Pourtant, le moins qu'on puisse dire, c'est que la bataille n'est pas gagnée. Le pouvoir tente d'éviter aujourd'hui le débat pour se remettre à nouveau en position de promesses. Il escamote son bilan, son programme et c'est tout juste s'il n'escamote pas son chef de guerre, Premier ministre. Il nous faut résister à cette opération d'escamotage. La droite ne veut pas d'un débat d'élections, elle veut une opération de reconduction. Nous devons donc faire aux Françaises et aux Français des propositions précises et claires, prendre des engagements devant eux, proposer à nos concitoyens un contrat reposant sur le respect d'engagements précis et résumés dans ce programme que nous allons diffuser largement. Si une campagne de petites phrases devait dominer l'élection législative, si elle devait se substituer au débat d'idées, à l'échange de propositions, qui est nécessaire à la démocratie, les Français ne seraient pas mis en position de choisir. Et nous savons tous que si le scepticisme devait l'emporter, il servirait les conservateurs.

## **Être moderne, c'est penser l'avenir**

L'Assemblée nationale que nous allons élire pour cinq ans va faire franchir l'an 2000 à la France. Nous sommes à moins de mille jours du XXI<sup>e</sup> siècle et c'est vrai que le monde dans lequel nous vivons est en pleine mutation. Il n'est pas question de nier ce mouvement de transformation, mais ce qui nous est posé, à nous, aux responsables politiques et au peuple français, c'est de savoir comment nous allons vivre cette mutation, comment nous allons bâtir cette nouvelle société moderne. Mais

qu'est-ce qu'être moderne aujourd'hui ? Est-ce être moderne que de se référer, sous prétexte d'adaptation, aux règles d'or d'un capitalisme dur ? Est-ce être moderne que s'inspirer des politiques ultra-libérales conduites par M. Reagan et par Mme Thatcher et que successivement les peuples américain et britannique ont rejetées ?

Être moderne, comme le disait Roland Barthe, c'est savoir ce qui n'est plus possible. Être moderne, c'est penser l'avenir, favoriser la création et l'initiative, veiller à la culture, investir dans les nouvelles technologies, aider à la prise de risque pour les petites et moyennes entreprises. Être moderne, c'est moderniser les relations sociales : on n'ira pas vers le XXI<sup>e</sup> siècle en réinventant les relations sociales du XIX<sup>e</sup> ! Être moderne, c'est associer les salariés dans l'entreprise face aux décisions des pouvoirs patronaux ; c'est moderniser la politique, rompre avec le style de pouvoir autoritaire actuel, raccourcir les mandats des élus, réduire fermement le cumul des mandats, donner aux femmes la place qui leur revient dans tous les domaines...

## **Créer, produire, et répartir plus justement**

La gauche, celle que je souhaite, veut rassembler, relever ceux qui ont chuté dans la course, ne pas freiner ceux qui vont plus vite, mais entraîner le plus grand nombre à un rythme qui soit, par eux, maîtrisé collectivement et individuellement. Ce qui est vrai pour notre pays l'est pour l'Europe tout entière.

La monnaie unique, oui, mais pas aux dépens de l'économie.

L'économie, oui, mais pas aux dépens du social.

Les équilibres budgétaires, monétaires ou de balance extérieure, oui, mais pas aux dépens de la croissance et de l'emploi. L'ouverture, oui, mais pas aux dépens de la défense des intérêts légitimes de la France dans l'Europe et de l'Europe dans le monde.

Oui, changeons la politique économique et sociale, changeons la vie quotidienne des Français, changeons l'Europe, changeons notre démocratie. Il faut remettre la France en marche, donner la priorité à



l'emploi, notamment pour les jeunes, veiller au pouvoir d'achat, réduire le temps de travail, rendre l'impôt plus juste, mais aussi gagner la bataille de l'intelligence et encourager l'esprit d'entreprise car, dans nos propositions, nous veillons à la fois à créer et à produire, mais nous gardons le souci de répartir, de répartir plus justement.

Les propositions que nous faisons doivent monter de la réalité vécue et répondre aux attentes quotidiennes des Françaises et des Français. Voici les grands objectifs de notre projet pour le XXI<sup>e</sup> siècle. Chacun de ces objectifs s'articule autour d'engagements clairs et fermes reposant eux-mêmes sur des mesures concrètes.

La cohérence est donnée, les Français peuvent voir clairement à quoi nous nous engageons et quels moyens nous prendrons pour agir.

## **Un nouvel humanisme économique**

Ces engagements, ce sont les nôtres, nous les candidats. Ce sont les vôtres. Saisissez-vous de ce programme pour aller discuter avec les Français. Mettez-le au cœur du grand débat de la campagne des élections législatives. C'est, à mon sens, la condition pour que les choses bougent aujourd'hui et dans les jours qui viennent.

La France doute. Redonnons-lui les principes et les objectifs autour desquels se rassembler et avancer. Proposons un nouvel humanisme économique. Proposons un nouveau contrat démocratique aux Français.

Changeons de majorité pour changer de politique. C'est ainsi que nous changerons d'avenir !

# Changeons d'Avenir

## Nos engagements pour la France

[www.parti-socialiste.fr](http://www.parti-socialiste.fr)

d'une vraie confrontation d'idées. Nous voulons une campagne de proximité, où chacun - candidat ou citoyen - se met à l'écoute de l'autre. Ce document, qui a fait l'objet de tous nos soins, sera par conséquent relayé, sur le terrain, par tous nos candidats. Il est d'ores et déjà disponible sur Internet.

Pierre Moscovici, Secrétaire national aux Etudes • Manuel Valls, Secrétaire national à la Communication

Fruit du travail du Parti socialiste depuis 18 mois, nos engagements pour la France sont une invitation à continuer, avec les Français, le nécessaire débat. Nous avons donc tenu à leur donner, avec 9 millions d'exemplaires distribués dans toute la France, la plus large diffusion.

Par respect des Français, nous voulons en effet que cette campagne soit l'occasion

## L'enjeu de ces élections : un choix de civilisation

**L**e président de la République a dissous l'Assemblée nationale par convenue.

Les Français doivent répondre en exprimant leurs convictions. Les élections législatives leur donnent l'occasion de se prononcer sur un choix de civilisation.

**Quel monde voulons-nous laisser à nos enfants ?**

**Quelle Europe voulons-nous construire ?**

**Quelle France voulons-nous proposer comme modèle ?**

La France de demain doit être libre, forte et généreuse ; elle doit prendre sa pleine part à la construction d'une véritable communauté internationale, élever partout où elle le peut pour la paix, parler en pensant aux Etats les plus pauvres, militer pour l'indispensable prise en compte de l'environnement dans le développement économique. Cela commence en Europe.

### Construire une Europe politique, au service de la démocratie

Deux conceptions de l'Europe s'affrontent. L'une, fondée sur la dérégulation, la fin du service public et l'austérité pour les peuples, est celle de la droite. L'autre, que nous avons toujours défendue, est celle d'une Europe indépendante, tournée vers le progrès, l'amélioration des conditions de vie et d'emploi, l'affirmation d'un modèle

social, la fidélité à notre civilisation. **Aujourd'hui, les vrais Européens sont ceux qui refusent de laisser l'Europe glisser vers un ultra-libéralisme** qui conduit inéluctablement à la dissolution de l'Union européenne. Construire une Europe politique, au service de la démocratie, de la croissance et de l'emploi, c'est rester fidèle à toute l'histoire de la construction européenne.

La mondialisation qui a saisi l'économie est une véritable mutation du capitalisme.

Si elle n'est pas maîtrisée, elle nous projettera dans l'économie du XXI<sup>e</sup> siècle, mais en rétablissant des rapports sociaux dignes du XIX<sup>e</sup> siècle.

**La République est aujourd'hui menacée dans ses valeurs mêmes : la Liberté, l'Egalité, la Fraternité.**

### Refuser le capitalisme dur

La droite veut engager notre pays dans la voie du capitalisme dur. Pour justifier cette option, elle avance l'alibi de la "nécessaire adaptation" aux exigences nouvelles de la concurrence internationale. Quand une entreprise annonce des licenciements, la bourse s'envole : voilà la logique de ce capitalisme.

Sans résignation, ni scepticisme, les socialistes ont la volonté politique non de refuser les évolutions en cours, mais de les maîtriser. Nous voulons entrer de plain-pied dans l'économie du siècle prochain, mais dans le

même temps bâtir le modèle de société du XXI<sup>e</sup> siècle. Nous avons besoin d'efficacité économique, mais inscrite dans la solidarité nationale. L'entreprise est immense, mais rien ne nous fera y renoncer.

**Revenir au capitalisme du XIX<sup>e</sup> siècle ou construire une société de progrès et de solidarité pour le XXI<sup>e</sup> siècle : tel est l'enjeu de l'élection qui vient.**

Plus de chômage, plus d'inégalités, plus d'impôts, plus d'exclusion, plus de précarité, voilà la "facture sociale" de la droite. La droite a échoué. Jamais, en si peu de temps, la situation économique et sociale ne s'était autant dégradée dans notre pays. Même si elle le dément, cette même droite prépare une purge libérale. Réduction des emplois publics, accélération des privatisations, démantèlement des services publics, remise en cause de la protection sociale : continuer ainsi, c'est accepter de poursuivre en l'aggravant une politique qui échoue depuis 4 ans.

**Un choix clair vous est donc offert :**

■ D'un côté, une société dominée par le libéralisme qui conduit inévitablement au règne sans contrôle de l'argent.

■ De l'autre, une société moderne, fidèle à ses valeurs fondamentales, dans laquelle l'intérêt général est placé au-dessus de l'intérêt financier. Une société où l'Homme est au cœur de l'économie.

Aujourd'hui, le pouvoir de-

mande aux Français un blanc-seing pour avoir les mains libres pendant 5 ans. Pour gagner ces élections législatives, il tente de rééditer la manœuvre de la campagne précédente, celle de 1995 : avancer masqué, préparer une politique ultra-libérale tout en revenant, le temps de l'élection, au discours des promesses.

Nous avons exercé le pouvoir pendant dix ans. Fiers des réformes que nous avons accomplies -abolition de la peine de mort, cinquième semaine de congés payés, retraite à 60 ans, RMI, modernisation de l'économie, libération des médias, décentralisation, priorité donnée à l'éducation et à la culture-, nous reconnaissons aussi nos échecs. Nous en avons tiré les enseignements. Notre démarche politique, renouée, reste ancrée dans trois convictions.

**Nous voulons remettre l'Homme au centre de l'économie.**

**Nous voulons remettre la France en marche :** en créant des emplois, en diminuant la durée du travail, en rendant du pouvoir d'achat aux Français.

**Nous voulons reconquérir l'avenir :** par la priorité à l'éducation, à la recherche, à la culture, à la santé, à l'environnement.

La droite a confisqué tous les pouvoirs. Sauf un, le plus important. Le pouvoir de changer l'avenir. Les Français doivent l'utiliser maintenant.

**N**ous voulons remettre l'Homme au cœur de l'économie. Notre vision est ambitieuse; elle demande de rompre avec bien des conformismes; elle suppose du courage. Il faut changer d'avenir en faisant émerger une nouvelle logique économique qui, sans accroître les déficits publics ni relancer l'inflation, permette une plus juste répartition des richesses entre tous les Français. Avec un objectif prioritaire : l'emploi. Parce que le chômage n'est pas une fatalité.

## 1 Créer des emplois 700.000 emplois pour les jeunes

Aujourd'hui, l'Etat dépense des sommes considérables pour favoriser l'emploi des jeunes, qui ne font qu'entretenir le cercle vicieux de la précarité : petits boulots, CDD, "stages" de formation... En simplifiant drastiquement ces aides, sans augmenter les dépenses publiques, notre objectif est de créer 700 000 vrais emplois pour les jeunes, pour moitié dans le secteur public, pour moitié dans le secteur privé.

Ces vrais emplois, payés avec un vrai salaire, seront la première étape de l'insertion dans la vie professionnelle.

Tous les exemples historiques indiquent que seul un engagement de la puissance publique peut venir à bout d'un chômage massif. Un budget maîtrisé, réorientant la dépense publique vers l'emploi, sera un puissant levier d'action.

L'hebdo des socialistes - 10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07 - Tél. : 01 45 56 78 61 - Fax : 01 47 05 15 78 - Téléc. : 200 174 Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45 56  
Parti socialiste - Tél. : 01 45 56 77 00. Fax. 01 47 05 15 78

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Alain Claeys • DIRECTEUR DE LA REDACTION : Manuel Vallis • RESPONSABLE DE LA REDACTION : Monique Bartholomeus (77.92) • ECONOMIE : Monique Grima (78.70) • PHOTOS : Pascal Lebrun • MAQUETTE : Christine Lovinger • PASCAL Lecomte (78.92) • EDITION : Eric Malerbes • REDACTEUR : Victor Robert • SECRETARIAT : Odile Fée (78.61) • COMPTABILITE : Michelle Boucher (79.04) • ABOONEMENTS : Sabine Sebah (78.57) • PHOTOGRAPHIE : Dawant - Paris • IMPRESSION : PGE - (94) Saint-Mandé • ROUTAGE : Ouest-routage - (60) Le Meux. N° commission paritaire : 11223 - "L'hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications. Ce numéro a été tiré à 118 000 exemplaires.

## 2 Réduire la durée du temps de travail 39h à 35h

Aujourd'hui, la machine permet des gains énormes de productivité, dont l'Homme doit bénéficier. Nous proposons de ramener progressivement la durée légale du temps de travail de 39 heures à 35 heures, sans diminution de salaire. Cela se fera par la négociation entre partenaires sociaux, l'Etat ayant pour rôle de donner le cap et de fixer le calendrier. Une loi-cadre, qui aura également pour objet de lutter contre les horaires abusifs et les heures supplémentaires, donnera l'impulsion à ce mouvement historique.

## 3 Rendre aux Français le pouvoir d'achat qui leur été confisqué

Pour investir, les entreprises françaises ne manquent pas d'argent, car leurs profits sont élevés; ce qui leur fait cruellement défaut, ce sont les débouchés.

Notre première priorité est de libérer du pouvoir d'achat pour ceux qui en ont le plus besoin, grâce à une Conférence nationale sur l'emploi, les salaires et la durée du travail, qui relancera la négociation collective.

## 4 Gagner la bataille de l'intelligence 2,5% du PIB pour la Recherche

Préparer l'avenir, c'est s'engager résolument dans la grande compétition économique et culturelle de demain.

L'intelligence sera à la fois l'enjeu et la richesse du XXI<sup>e</sup> siècle. Les produits intellectuels sont désormais des objets de compétition internationale. L'Europe ne doit pas perdre la bataille de l'intelligence. Préparer l'avenir, être moderne, ce n'est pas penser l'économie uniquement en termes de

monnaie ou de fiscalité; c'est penser que la richesse de demain sera fondée sur l'innovation scientifique et l'initiative technologique.

■ Construire l'Université du futur. Non seulement nous reprendrons l'effort ralenti par la droite, mais nous l'amplifions. La formation en alternance sera petit à petit mise en place. Les formations générale et professionnelle seront étroitement associées. Enfin, nous ferons éclore la grande université européenne de demain.

■ Relancer l'effort de recherche. Cet effort est indispensable pour le développement d'un pays moderne. Nous devons aller vers l'objectif de 2,5% du PIB pour le budget national de la recherche.

■ Relever le défi culturel et audiovisuel. Pour endiguer l'hégémonie culturelle et technologique des Etats-Unis, la France et l'Europe doivent mobiliser tous leurs moyens de création, de production et de diffusion.

## 5 Encourager l'esprit d'entreprise PME : moins d'impôts moins de paperasseries

Fasciné par les grandes entreprises, notre pays oublie souvent que sa richesse réside tout autant dans ses milliers de PME. Plus créatrices, elles sont aussi plus fragiles. Demain, les emplois créés le seront surtout par des petites entreprises et des services nouveaux. La croissance naîtra de l'innovation, de la créativité, de la souplesse des entrepreneurs. Il faut libérer les énergies, et avant tout celles des PME. L'Etat doit tout faire pour y parvenir.

Nous développerons une fiscalité favorable à l'investissement à risque, à une épargne mobilisée pour les fonds propres des PME. Nous simplifierons les procédures administratives pour les jeunes entreprises. Nous investirons dans l'intelligence à travers un soutien massif à la

recherche publique comme privée et grâce à des aides importantes à l'innovation et à la formation. Nous investirons dans la création grâce à une politique active de "capital-risque" et à un appui aux PME qui développent les nouvelles technologies.

## 6 Rendre l'impôt plus juste Baisser la TVA, relever l'ISF

En France, l'impôt pèse trop sur les classes moyennes et frappe plus le travail que le capital. Nous voulons stabiliser les prélèvements obligatoires, puis les diminuer, et rendre l'impôt plus juste. Nous engagerons des réformes de structure favorisant le travail par rapport au capital en accordant la priorité au pouvoir d'achat des ménages.

Pour augmenter le pouvoir d'achat en diminuant les prélèvements qui pèsent sur les salaires et sur les petites retraites, une CSG élargie et réformée sera substituée à toutes les cotisations salariales maladie, dans des conditions qui profiteront à l'immense majorité des retraités. Pour favoriser l'emploi, nous diminuerons les prélèvements sociaux pesant sur le travail.

Nous modifierons progressivement l'assiette d'une partie des cotisations patronales, en les faisant reposer sur l'ensemble de la richesse produite par les entreprises et non sur le seul travail. De même, la part de la taxe professionnelle pesant sur les salaires sera réduite.

Nous allégerons la TVA sur les produits de première nécessité et accroîtrons le dégrèvement social de la taxe d'habitation, afin de concentrer les baisses d'impôts sur les revenus modestes et moyens. Nous instaurerons une contribution plus juste du capital à la solidarité nationale en relevant le barème de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune.

Enfin nous lutterons efficacement contre la fraude fiscale.

# 2

## Changeons la vie quotidienne des Français

**L**a politique libérale du gouvernement sacrifie la vie quotidienne des Français. Les Français souffrent. Pour beaucoup d'entre eux, penser leur avenir ou celui de leurs enfants est devenu difficile, tant le présent les angoisse. Le besoin de justice sociale et de protection est plus fort que jamais. Les socialistes ont à cœur d'y répondre.

### 1

#### **Défendre et rénover la Sécurité sociale États généraux de la santé Préserver la retraite**

Menacer la Sécurité sociale au nom de la réforme : telle est la politique conduite par la droite. Réformer la Sécurité sociale pour la préserver : tel est le projet des socialistes. La Sécurité sociale est notre bien commun. Nous devons la réformer ensemble et non de façon autoritaire.

Nous réunirons des États généraux de la Santé pour examiner de façon claire et concertée les objectifs et les moyens d'une vraie réforme, profonde et durable.

La maîtrise des dépenses de santé est indispensable. La refuser, comme l'a longtemps fait la droite, c'est préparer la privatisation de la Sécurité sociale.

Nous voulons maîtriser les dépenses de santé mais de façon négociée et qualitative, afin de réduire les gaspillages, de favoriser une meilleure prise en charge des soins actuellement mal remboursés, comme les soins dentaires et la lunetterie.

L'égalité d'accès aux soins sera assurée par la création de la couverture maladie universelle et la gratuité des soins pour les ménages à faibles revenus. La sécurité des soins et la santé de la population seront renforcées grâce à une meilleure coordination des soins par le développement des réseaux et filières de soins, la promotion du service public hospitalier, une régionalisation progressive du système de santé.

Mais la santé c'est, avant tout, la santé publique. Nous lui donnerons la place qu'elle mérite. Médecine scolaire, médecine du travail, médecine préventive : autant de priorités. Le rôle du médecin généraliste sera accru. La protection des Français sera assurée grâce à une agence de la sécurité sanitaire qui aura en charge la surveillance de l'alimentation, de l'eau, de l'air, des médicaments et des produits biologiques.

"La retraite est le patrimoine de ceux qui n'ont pas de patrimoine." Le plan Juppé visait, sans la moindre concertation, à la remettre en cause. Les fonds de pension votés par la droite vont gravement déstabiliser les retraites par répartition et accentuer les inégalités entre Français.

Nous consoliderons le système de retraite par répartition, celui de tous les Français, en concertation avec l'ensemble des partenaires sociaux.

Nous revaloriserons les pensions de reversion des Français les plus modestes. Nous alignerons l'évolution des pensions sur celle des salaires nets.

### 2

#### **Relancer le logement social 300.000 réhabilitations 150.000 logements neufs par an**

Disposer d'un toit est la condition de l'autonomie de la personne, de son insertion sociale, de l'exercice de sa citoyenneté. L'accès à un logement de qualité pour tous est une priorité nationale. Le logement social, préoccupation majeure des Français, a été sacrifié depuis 4 ans.

Nous engagerons le remodelage complet des quartiers construits après-guerre et qui sont aujourd'hui en pleine dégradation. La dignité de nos concitoyens qui y habitent l'exige. Nous nous fixons l'objectif de 300 000 réhabilitations et de 150 000 logements neufs par an. Nous faciliterons une accession sociale à la propriété.

### 3

#### **Assurer la sécurité des Français 50.000 agents supplémentaires**

La montée de la violence contre les personnes et les biens inquiète légitimement nos concitoyens. La sécurité est un des droits fondamentaux de la personne humaine. Comble de l'injustice : ce sont les plus fragiles et les plus démunis parmi les Français qui sont le plus souvent victimes de l'insécurité.

Nous donnerons la priorité à la sécurité de proximité en affectant, dans le cadre des emplois de proximité, 35 000 personnes à des contrats locaux de sécurité. Par redéploiement, 10 000 fonctionnaires de police seront affectés à cette mission prioritaire et 5 000 seront recrutés, pour un total de 50 000 agents supplémentaires.

Pour être respectée comme elle le mérite, la police doit être irréprochable.

Nous créerons une instance indépendante de contrôle de la police, associant des magistrats et des policiers, afin de faire respecter la déontologie policière. Cette instance pourra être saisie par les citoyens. La sécurité des Français suppose également de lutter efficacement, au niveau européen, contre les grands trafics et contre la corruption.

Nous mettrons en place un espace judiciaire européen commun offrant aux magistrats la possibilité de remplir leur mission sans être empêchés de le faire par les réglementations nationales.

### 4

#### **Rétablir la priorité à l'Éducation Première priorité budgétaire**

L'annonce de la suppression de 5 000 postes à l'Éducation nationale traduit mieux que tout discours la politique de la droite. La France a besoin de plus de professeurs, de plus d'éducateurs. Nous voulons faire de

l'éducation la première priorité budgétaire. Notre objectif est d'abord de conforter l'école de la République, creuset de l'intégration, garantie de l'égalité des chances. Nous proposons de répartir l'encadrement selon le principe de discrimination positive qui nous a conduits aux ZEP. Nous voulons libérer les initiatives des enseignants en multipliant les projets et les contrats d'établissement. Nous augmenterons l'aide aux IUFM et en particulier aux bourses d'élèves-professeurs. Nous proposons d'adapter les rythmes scolaires au niveau de la commune ou du groupement de communes - dans le cadre d'options définies nationalement. Nous renforcerons l'enseignement professionnel au sein du service public d'éducation par un partenariat systématique (avec les entreprises et les administrations) comportant la généralisation de l'alternance sous statut scolaire ou par apprentissage. Nous relancerons, dans l'enseignement supérieur, la politique engagée de 1988 à 1993 (plan "Université 2000") et que la droite a gelée depuis : refonte des premiers cycles universitaires autour d'un dispositif d'orientation souple, rationalisation des formations technologiques supérieures.

### 5

#### **Maîtriser l'immigration et réussir l'intégration Supprimer les lois Pasqua-Debré**

Vieux pays d'immigration, la France veut maîtriser le flux de nouveaux travailleurs immigrés. Elle doit dans le même temps rester le pays du respect des droits de l'homme. La droite a mis en place une politique exclusivement répressive, sans souci aucun d'intégration. En mettant en cause l'accès automatique à la nationalité française des enfants de parents étrangers nés en France et le droit au renouvellement de la carte de séjour de 10 ans, la droite a porté atteinte aux principes de la République.

Sa politique, c'est moins de libertés et plus d'insécurité.

**Nous supprimerons les lois Pasqua-Debré. Nous rétablirons les droits fondamentaux au mariage, à la vie en famille et le droit d'asile, ainsi que le code de la nationalité dans sa vision républicaine.** Les résidents étrangers retrouveront leur droit au renouvellement de leur carte de dix ans.

Nous développerons de nouveaux moyens de lutte contre l'immigration irrégulière et sanctionnerons vigoureusement les entreprises qui ne respectent pas la loi. Nous instituerons avec les Etats d'origine une politique de coopération, afin de réguler et de contrôler les flux d'immigration.

## 6

### Protéger l'environnement Fermer Superphénix

La politique économique doit se montrer respectueuse des grands équilibres écologiques. Nous voulons un développement économique qui soit durable. Notre responsabilité collective est engagée à l'égard des générations futures. **Nous donnerons la priorité aux transports collectifs** par le développement du service public du rail, le développement des transports en commun en ville, par l'incitation au transport de marchandises par le rail. **Nous rééquilibrons la fiscalité des différents carburants** en fonction de leur caractère plus ou moins polluant.

**Nous réorienterons la politique énergétique de la France** en instaurant un moratoire sur la construction de réacteurs nucléaires, en augmentant les incitations aux économies d'énergie et au développement des énergies renouvelables. **Nous fermerons le surgénérateur "Superphénix". Nous abandonnerons le projet de canal à grand gabarit Rhin-Rhône-Saône.**

## 7

### Assurer notre rayonnement culturel Culture : 1% du budget de l'Etat

La culture, comme exigence, mais aussi la culture à portée de tous : tel est notre projet. Facteur décisif de cohésion sociale, espace de liberté, gage de notre identité et de notre rayonnement, la culture doit redevenir une priorité nationale.

**Nous porterons le budget de la culture à 1% du budget de l'Etat. Nous maintiendrons un service public fort, diversifié et accessible à tous et soutiendrons le développement des chaînes thématiques développées grâce à la technologie numérique.**

**Nous démocratiserons l'accès au multimédia. Nous réviserons et renforcerons des aides économiques à la presse et à la production de programmes audiovisuels, dans le but de permettre le maintien de titres de journaux indépendants et une industrie de la production diversifiée.**

## 8

### Transformer notre agriculture Plus de qualité, plus de jeunes agriculteurs

L'agriculture française a su relever le défi de la modernisation et de l'exportation. Pourtant, la crise de la "vache folle" a révélé au grand public ce que les socialistes affirment depuis longtemps : le modèle d'agriculture intensive, fondée sur la productivité à outrance, doit être dépassé. **Il faut renouer avec une agriculture plus extensive, tournée vers la qualité.** Au-delà de la recherche d'une alimentation saine, nos concitoyens expriment des besoins de grand air, d'espaces, de paysages, de rencontres avec ceux qui vivent la modernité autrement qu'à la ville. Ces attentes ouvrent des perspectives à l'agriculture qui doit dorénavant concilier la production, la santé publique, l'emploi, l'environnement et l'aménagement du territoire.

**Nous proposons de diversifier nos modèles de production, de favoriser la pluri-activité, de mieux répartir les "droits à produire", de développer et professionnaliser les nouvelles activités d'accueil.** Les principes de la modulation et du plafonnement des "aides directes" devront être au centre de la PAC, que l'adhésion des pays de l'Est ne pourra remettre en cause. **Nous donnerons la priorité à l'installation de jeunes agriculteurs, plutôt qu'à l'agrandissement des exploitations.**

## 9

### Favoriser le développement des DOM-TOM Nouveau contrat pour l'Outre-mer

Conscients de la richesse qu'elle représente pour la France, nous proposons à l'Outre-mer un nouveau pacte républicain, pour le développement, la solidarité et l'égalité des chances. **Nous améliorerons les conditions d'encadrement scolaire, pour faciliter l'accès aux formations supérieures.**

**Nous donnerons une impul-**

sion nouvelle au développement économique pour l'emploi, au-delà de la seule défense des productions agricoles, artisanales et de la pêche. Les mesures de défiscalisation seront réorientées vers les activités productives de biens et de services, des moyens de mobiliser l'épargne locale seront recherchés.

Si des évolutions doivent intervenir dans la fonction publique d'Outre-mer, ce ne peut être qu'au terme d'une négociation approfondie avec les partenaires sociaux et les élus.

Le nouveau pacte républicain pour l'Outre-mer doit aussi se traduire par un approfondissement de la décentralisation.

**Nous engagerons des évolutions institutionnelles différenciées** qui seront rendues possibles par une réforme appropriée de la Constitution. **Nous favoriserons, dans le respect des accords de Matignon de 1988, la négociation d'un nouveau statut pour la Nouvelle-Calédonie, permettant son accession à la souveraineté, selon le rythme et les modalités fixés par les partenaires locaux. Avant l'an 2000, Mayotte sera appelée à choisir son statut au sein de la République.**

## 10

### Rénover les services publics Stopper les privatisations

Des services publics de qualité, garantissant à tous l'égalité d'accès et de traitement, à Paris ou en province, dans les villes ou les campagnes : voilà ce que les citoyens sont en droit d'attendre de l'Etat. Sécurité, éducation, transports, santé, poste, télécommunications : ces services publics doivent être garantis à tous les Français. Nous considérons que "le service public à la française" est un exemple. **Nous refusons la privatisation des services publics et leur transformation en objet de profit.** Nous voulons préserver l'avenir des services publics, mais en les rénovant. Plus efficaces, plus proches des citoyens, plus responsabilisés : c'est ainsi que nous les voulons à l'avenir.

# L'hebdo des socialistes



Pour recevoir votre journal, retournez ce bulletin au service lecteurs de "L'hebdo des socialistes" 10 rue de Solferino, 75333 Paris cedex 7.

Chèques à l'ordre de "Solfé communications".  
Pour les abonnements, merci de joindre votre bande-adresse.

Mme  Mlle  M. Nom : .....

Prénom : ..... Adresse : .....

..... Ville : .....

Code postal : ..... Signature :

# 3

## Changeons l'Europe

**U**n Euro, oui, mais pour quoi faire ? De la réponse à cette question, dépend l'avenir de l'Europe et celui de la France. La France, qui fut à l'origine du projet d'une monnaie unique européenne, doit reprendre l'initiative politique.

Il faut à la France une politique qui préserve ses intérêts. Nous voulons construire l'Europe, mais sans défaire la France.

Plus que jamais, le Parti socialiste — le parti de François Mitterrand et de Jacques Delors — reste le parti de l'Europe. Mais pas de n'importe quelle Europe.

### 1 Dire oui au passage à l'euro, mais à certaines conditions

L'Europe est aujourd'hui à un moment crucial de son histoire. Elle doit se doter, le 1er janvier 1999, d'une monnaie unique, pour 350 millions de citoyens. Or, depuis 2 ans, la France n'a plus de politique européenne. Nous ne sommes plus écoutés, parce que nous n'avons plus rien à dire.

Les conséquences de cette démission sont graves : les intérêts de la France ne sont plus défendus et l'Europe s'enferme dans une vision ultra-libérale.

Fidèles à toute l'histoire de la construction européenne, nous nous opposons à sa dérive libérale.

Nous voulons une vision politique et non technique de l'Europe. Nous voulons une approche dynamique et non comptable de l'Europe.

Nous voulons en particulier que les critères de convergence du traité de Maastricht soient appréciés, comme le prévoit le texte même du Traité, "en tendance". Pour les socialistes, réussir l'euro, cela signifie construire une Europe tournée vers la croissance, l'emploi et la démocratie. Nous posons quatre conditions au passage à l'euro :

■ La création de l'euro ne saurait exclure ni des pays fondateurs de l'Europe ni des pays qui sont devenus des piliers de l'Union européenne.

Nous voulons que la monnaie unique soit celle de toute l'Union européenne. Les adhésions de l'Italie et de l'Espagne nous paraissent

nécessaires et possibles, ainsi que celle du Royaume-Uni, s'il le souhaite.

■ Si l'on veut que la monnaie unique soit un succès, rencontre l'adhésion des peuples, à commencer par le nôtre, et ne s'identifie pas à la stagnation économique et à la régression sociale, l'Europe doit être sociale et politique.

Nous voulons, par conséquent, que les relations entre les pays participant à l'euro soient fondées non sur un pacte d'austérité, mais sur un pacte de solidarité et de croissance permettant une politique pour l'emploi et le progrès social.

■ Pour rétablir la politique et la démocratie dans leurs droits, il faut, à côté de la Banque centrale européenne, un gouvernement économique européen. Représentant les peuples, il aura la charge de coordonner les politiques économiques des Etats de l'Union.

■ Pour construire la nécessaire stabilité monétaire, les parités entre grandes devises doivent être équilibrées. Il faut prévenir toute forme de dumping monétaire. Nous ne voulons pas d'un euro surévalué par rapport au dollar ou au yen.

### 2 Négocier l'élargissement de l'Europe

L'élargissement de l'Union est souhaitable, mais il doit être préparé avec sérieux. C'est l'intérêt des pays candidats eux-mêmes que d'entrer dans une Europe renforcée. Il ne sert à rien de promettre à ces pays leur adhésion dans l'Union pour l'an 2000. Il faut d'abord que soient réunies les conditions de cette adhésion sur le plan agricole, budgétaire, institutionnel.

L'élargissement ne doit en aucun cas conduire au démantèlement des politiques communes (politique agricole, fonds régionaux).

### 3 Renforcer l'Europe politique

Nous voulons redonner un sens à la construction européenne et, pour cela, faire avancer une Europe politique vers plus de démocratie. Nous ne voulons pas de "grignotage" de notre souveraineté, ni de dilution de la France, nous voulons une souveraineté partagée.

# 4

## Changeons notre démocratie

**P**ar bien des aspects, la démocratie française reste archaïque. La droite se satisfait fort bien de cette situation. Toutes les avancées récentes, dans ce domaine, ont ainsi été l'œuvre de la gauche : abolition de la peine de mort, décentralisation, libération des médias, financement public de la vie politique... Il faut prolonger ce mouvement et accomplir l'indispensable approfondissement de notre démocratie.

### 1 Garantir l'indépendance de la justice

La justice doit être indépendante du pouvoir politique. La démocratie le requiert ; les Français l'exigent ; les socialistes le veulent. Les nominations de magistrats ne doivent plus être soumises au pouvoir politique.

Le ministre de la Justice, tout en fixant, dans le cadre des lois

votées par le Parlement, les orientations de la politique pénale nationale et en veillant à sa cohérence sur l'ensemble du territoire, ne pourra plus intervenir, de quelque manière que ce soit, dans les affaires judiciaires individuelles. La carrière de tous les magistrats, du Siège comme du Parquet, relèvera du seul Conseil supérieur de la magistrature, rendu totalement indépendant du pouvoir politique.

Notre justice ne répond plus

aujourd'hui à l'attente des Français : elle est trop lente, trop coûteuse, peu compréhensible.

Nous voulons une justice accessible, rapide, moderne et respectueuse des droits.

■ Une justice accessible : grâce au développement des maisons de justice, lieu d'information, de médiation, de conseil ; grâce à la participation des citoyens aux juridictions et grâce à une large extension de l'aide juridictionnelle pour les plus démunis.

■ **Une justice rapide et moderne** : grâce au développement du juge de proximité, à la redéfinition et la rationalisation de la carte judiciaire, à la simplification des procédures civiles, à l'augmentation des crédits de la justice.

■ **Une justice respectueuse des droits** : le recours à la détention doit être strictement limité avant un jugement, en particulier pour les mineurs, l'indemnisation des détentions injustifiées devant être améliorée.

Le caractère contradictoire de la procédure d'instruction sera renforcé.

## 2

### **Moderniser notre vie politique**

**Limiter le cumul des mandats**  
**Parité hommes-femmes**  
**Donner un statut à l'opposition**  
**Lutter contre les gaspillages**

La modernité, c'est rapprocher l'élu du citoyen. Nous raccourcirons et harmoniserons la longueur des mandats électifs, et fixerons à 5 ans la durée de tous les mandats politiques.

La modernité, c'est demander aux élus de se consacrer pleinement à leur mission. **Nous limiterons strictement le cumul des mandats et des fonctions politiques.**

La modernité, c'est assurer une représentation équitable des femmes dans la vie politique.

**Nous inscrirons dans la Constitution l'objectif de parité hommes-femmes.**

La modernité, c'est rendre au Parlement les prérogatives de délibération, de contrôle de l'exécutif et d'investigation, sans lesquelles la démocratie est bancal. **Nous limiterons le recours à l'article 49 alinéa 3 aux lois les plus importantes.** Nous faciliterons la création des commissions parlementaires d'enquête.

La modernité, dans une démocratie, c'est **donner un véritable statut à l'opposition.** Nous le ferons.

La modernité, c'est permettre au citoyen d'être acteur de la décision. **Nous proposons de rapprocher l'Etat du citoyen, en relançant la décentralisa-**

**tion et en déconcentrant** de manière vigoureuse les missions de l'Etat. Nous proposons d'organiser un grand forum des acteurs de la décentralisation, pour mettre en place une coordination entre régions, départements et grandes villes, pour faire naître l'intercommunalité et la coopération inter-régionale. Dans le même temps nous engagerons une politique d'aménagement du territoire recherchant un équilibre villes/campagnes, protégeant l'environnement et préservant les ressources en eau.

La modernité, c'est réformer l'Etat. Il ne faut pas "moins d'Etat", ni "plus d'Etat", mais "mieux d'Etat", c'est-à-dire un Etat efficace. Pour une moralisation de la vie publique, il ne faut plus un Etat désinvolte avec le droit, mais un Etat qui fasse de la justice un fondement effectif de la démocratie. Nous voulons un Etat au service de tous et non confisqué par quelques-uns. Nous voulons un Etat renouvelé, pour une société rassemblée et une Nation ouverte. Nous

**proposons de lutter contre le gaspillage des moyens financiers**, en particulier en développant l'évaluation des politiques publiques.

## 3

### **Renforcer la démocratie sociale** **Arrêt des licenciements abusifs**

La démocratie ne s'arrête pas aux portes de l'entreprise. Conquête des salariés, les droits sociaux doivent être consolidés et approfondis. La modernité, c'est développer la citoyenneté dans l'entreprise. Pour combattre les procédures abusives, **nous rétablirons un contrôle administratif des licenciements.**

La modernité, c'est lutter pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Nous favoriserons la prise en compte de cet objectif majeur dans la négociation collective.

La modernité, c'est favoriser le développement de la vie associative. Nous simplifierons les relations entre les associations et les pouvoirs publics.

# **Ensemble, changeons de politique. Ensemble, changeons d'avenir.**

La France doute.

Hier encore porteuse d'un message universel, elle se tait, résignée.

Hier encore moteur de la construction politique de l'Europe, elle subit désormais sa dérive ultra-libérale.

Hier encore fière de son modèle, elle doute d'elle-même et de son avenir.

Le chômage la ronge. Les inégalités la divisent. Riche, elle ne sait plus partager le fruit du travail de ses citoyens.

La République perd chaque jour de son identité, ses valeurs s'effritent.

La Liberté devient l'alibi de la loi du plus fort.

L'Egalité est contestée comme objectif. La Fraternité recule.

Nous ne nous résignons pas à cette régression.

Laïcité, solidarité, citoyenneté doivent rester les valeurs autour desquelles s'organise la République.

Nous proposons un nouveau pacte démocratique aux Français.

Pour réussir, un préalable s'impose : faire reculer le chômage.

Voilà pourquoi nous voulons changer de modèle de développement

et faire naître un nouvel humanisme économique pour la France.

Voilà pourquoi nous voulons faire le pari de la jeunesse.

Et tout faire pour lui rendre un avenir.

## **Pour changer de majorité, rejoignez le Parti socialiste**

Nom et prénom : ..... Adresse : .....

N° 19

..... Code postal : .....

Je souhaite prendre contact avec les socialistes

je désire adhérer au Parti socialiste

Je verse ..... francs pour soutenir l'action du PS\*

À renvoyer au Parti socialiste, 10, rue de Solferino 75333 Paris Cedex 07

Tél. : 01 45 56 77 00 Fax : 01 47 05 15 78

[www.parti-socialiste.fr](http://www.parti-socialiste.fr)

(\*chèque à l'ordre de AFPS)

Selon les dispositions de la loi du 19 janvier 1995, ces sommes ouvrent droit à réduction d'impôt. Une attestation fiscale vous sera adressée.

